

Brochure n° 3260 | Convention collective nationale

IDCC : 1605 | **ENTREPRISES DE DÉSINFECTION, DÉSINSECTISATION
ET DÉRATISATION (3D)**

Avenant n° 1 du 22 mai 2023

à l'accord du 23 novembre 2006
relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie

NOR : ASET2350643M

IDCC : 1605

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

CS3D,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FS CFTD ;

UNSA FCS ;

CMTE CFTC ;

FEETS FO ;

SNES CFE-CGC,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Les organisations liées par la convention collective nationale des entreprises de désinfection, désinsectisation, dératisation (3D) ont entrepris de réviser l'accord du 23 novembre 2006 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie afin de tenir compte de l'évolution de différents textes législatifs et/ou réglementaires en matière de formation professionnelle. La proposition de révision a été adressée aux organisations membres de la CPPNI le 21 avril 2023, examinée en réunions paritaires le 22 mai 2023 à laquelle ont été conviées toutes les organisations représentatives.

Article 1^{er}

Au préambule de l'accord du 23 novembre 2006, la rédaction du premier alinéa est modifiée. Il est désormais ainsi rédigé :

« Le présent avenant à la convention collective nationale des entreprises de désinfection, désinsectisation et dératisation (CCN 3D) intervient en application des accords

nationaux interprofessionnels rendus opposables par arrêté ministériel et en application des dispositions législatives et réglementaires sur la formation professionnelle. »

1.2. À l'article 2 de l'accord, au 4^e tiret « contrat et période de professionnalisation et DIF » est supprimé et la rédaction de ce 4^e tiret devient « de préconiser les priorités de la formation et les publics prioritaires en concertation avec l'opérateur de compétences (OPCO). »

1.3. À l'article 4 est supprimé « Celles-ci se répartissent en 2 sous-ensembles :

- le contrat de professionnalisation ;
- la période de professionnalisation. »

Le titre de l'article 4 devient « Le contrat de professionnalisation ».

Est également supprimé le titre 4.1 « Le contrat de professionnalisation ».

Le 4.2 « La période de professionnalisation » est supprimé en totalité compte tenu de la disparition de la réglementation législative et réglementaire sur ce type d'action.

Article 2

À l'article 5 « Tutorat », « et périodes » est supprimé à la première phrase.

Au 4^e tiret du 3^e alinéa de cet article est supprimé « ou d'une période ».

Au 2^e tiret du 4^e alinéa de cet article est supprimé « ou les périodes ».

Au dernier alinéa de cet article « l'OPCA » est remplacé par « l'OPCO ».

Article 3

Le titre de l'article 6 est désormais « Le plan de développement des compétences ».

À la première phrase de cet article « Le plan de formation de l'entreprise » est remplacé par « Le plan de développement des compétences ».

À partir du 3^e alinéa qui commence par « L'accès des salariés... » le reste de l'article est supprimé.

Article 4

L'article 7 de l'accord « Le droit individuel à la formation (DIF) » est supprimé. Il est remplacé par un nouveau titre « Le compte personnel de formation » et le contenu suivant « Il s'exerce dans les conditions définies par la loi ».

Article 5

À l'article 8 intitulé « Priorités en matière de formation professionnelle », au 3^e alinéa du 2, au 2^e tiret « ou dans le cadre de la période de professionnalisation » est supprimé.

Article 6

À l'article 9 de l'accord « L'entretien professionnel », au 4^e alinéa, au 4^e tiret « les initiatives du salarié pour l'utilisation de son DIF » est supprimé.

Article 7

Au dernier alinéa de l'article 10 de l'accord « La VAE et le bilan de compétences » « du DIF » est remplacé par « du compte personnel de formation (CPF) ».

Article 8

À l'article 16 « Dénonciation de l'accord », « l'article L. 132-8 du » est remplacé par « le ».

Article 9

À l'article 17 « Dépôt et extension de l'accord », « l'article L. 132 -10 du » est remplacé par « le », « à l'article L. 133-8 du » est remplacé par « par le ». À la dernière phrase de cet article « ainsi qu'à l'OPCIB-IPCO, choisi conformément à l'article 1^{er} comme OPCA de branche » est supprimé.

Article 10

Compte tenu de la disparition de la réglementation sur le DIF, l'accord du 18 décembre 2006 relatif à la liste des formations prioritaires dans le cadre du DIF est supprimé faute d'objet.

Article 11

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée. Sous réserve de l'exercice éventuel du droit d'opposition dans les conditions fixées par la loi, il entre en vigueur à compter de sa signature.

Son contenu ne nécessite pas que des dispositions spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés soient adoptées.

Le présent avenant fera l'objet des formalités de dépôt et de publicité prévues par la loi.

Les dispositions de l'accord daté du 23 novembre 2006 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie non modifiées par le présent avenant demeurent applicables.

Fait à Paris, le 22 mai 2023.

(Suivent les signatures.)